

nés. Elle était de 64 cents par 100 livres sous le régime conservateur. On l'a réduite à 50 cents par cent livres—ce qui, soit dit en passant, représente trois ou quatre fois la protection accordée aux raffineurs aux Etats-Unis, pays protectionniste s'il en fût !

Loin de nous l'idée de protester contre la protection accordée aux raffineurs canadiens, et qui leur est nécessaire pour lutter contre l'importation des raffinés *primés* d'Allemagne et d'ailleurs. Mais si l'on juge utile de maintenir une protection sérieuse, qui durera probablement longtemps encore — à l'industrie de raffinage qui a eu le temps de réaliser de nombreux millions sous le régime conservateur, pourquoi ne protégerait-on pas l'industrie de la betterave, qui est une industrie agricole par excellence ?

La comparaison entre ces deux industries est tout à l'avantage de la dernière. Pour chaque tonne de sucre produite, le raffineur dépense dans le pays à peine \$5.00, le fabricant de sucre \$20.00. Dans ses usines valant toutes ensemble deux ou trois millions le raffineur occupe deux mille ouvriers. Les sucreries de betteraves coûteront seize millions et occuperont dix mille hommes—sans parler des ouvriers employés aux cultures. Le fabricant de sucre peut montrer à l'actif de son industrie le développement de la culture intensive dans le pays, l'augmentation progressive des récoltes, l'élevage des bestiaux sur une grande échelle, etc., etc. Le raffineur se contente de travailler avec le moins de frais possible un produit exotique qu'il revend aussi cher que possible aux Canadiens. Le prix de ce sucre importé va à l'étranger et diminue chaque année la richesse nationale de plus de neuf millions de dollars. Le prix de la betterave resterait dans le pays.

En présence de ces faits bien constatés, il est inadmissible que le gouvernement libéral continue à réserver ses faveurs à des industries comme le Raffinage, et ne veuille rien accorder à l'industrie sucrière proprement dite.

Il est donc probable, sinon certain que si les promoteurs de l'industrie de la betterave savent choisir leurs arguments et ouvrir les yeux des ministres et des membres du Parlement, ils obtiendront le résultat désiré, c'est-à-dire le vote d'une loi de protection convenable, avec une durée suffisante pour assurer le succès de leur industrie.